

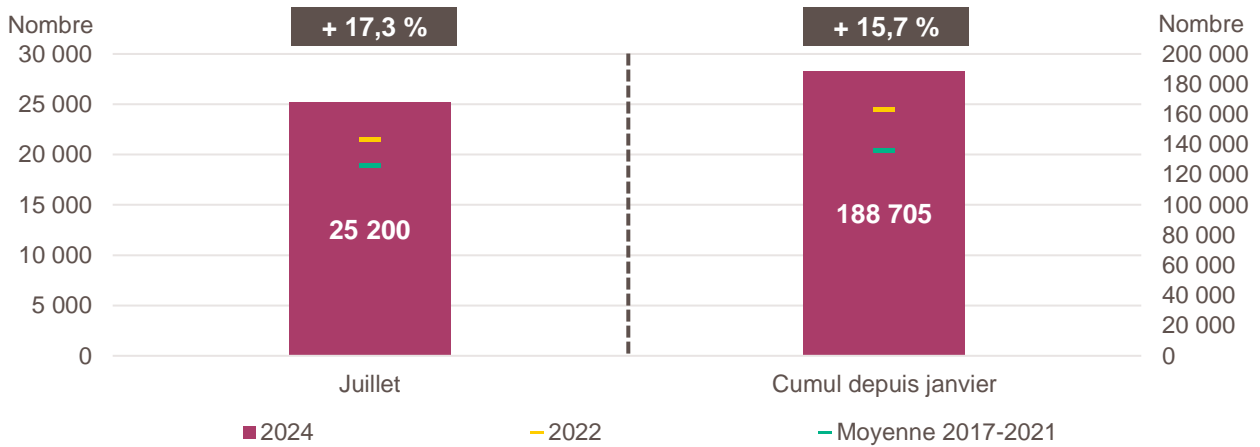
LA CRÉATION D'ENTREPRISE EN ÎLE-DE-FRANCE

CHIFFRES DE JUILLET 2024

Avertissement : les données mensuelles sur la création d'entreprise en France n'étant pas disponibles pour l'année 2023 (effet de bord du changement de mode d'enregistrement des nouvelles immatriculations), **les évolutions 2024 seront exceptionnellement calculées par rapport à l'année 2022.**

Pour en savoir plus : documentation de l'Insee

Création d'entreprise en Île-de-France en juillet 2024 et cumul depuis le début de l'année



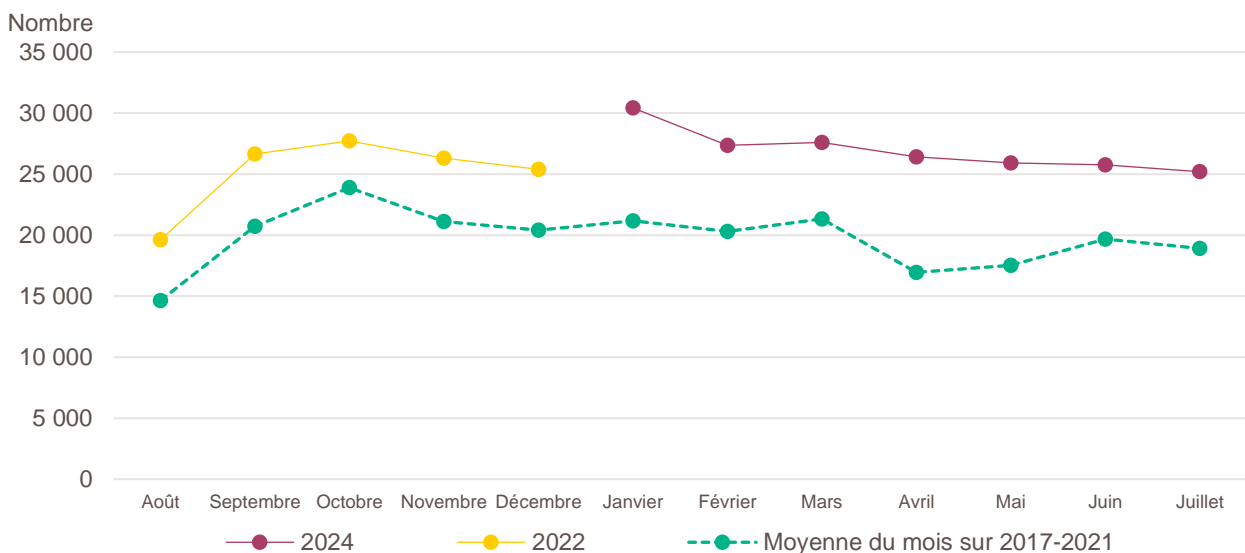
Lecture de la partie gauche : en juillet 2024, 25 200 entreprises ont été créées en Île-de-France, soit + 17,3 % par rapport aux 21 490 de juillet 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 18 922 pour le mois de juillet sur la période couvrant les années 2017 à 2021 (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2024 s'élève à 188 705, soit + 15,7 % par rapport aux 163 153 de janvier à juillet 2022 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et juillet sur la période couvrant les années 2017 à 2021 est de 135 876 (marque verte).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Île-de-France sur douze mois glissants



Lecture : en août 2022, 19 625 entreprises ont été créées en Île-de-France et 14 647 en moyenne pour les mois de août 2017 à 2021.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon le secteur d'activité

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Activités secondaires	2 306	45,7	+ 15,9	+ 16,3
Industrie	643	56,6	+ 31,0	+ 31,4
Construction	1 663	41,4	+ 10,9	+ 11,4
Activités de type commerce	5 587	60,5	+ 29,2	+ 26,3
Commerce de détail	2 010	60,6	+ 15,0	+ 19,4
Commerce de gros	504	32,1	- 27,2	- 16,5
Commerce de bouche ^a	75	62,7	+ 102,7	+ 62,1
Commerce et réparation automobiles	470	48,1	+ 44,2	+ 38,9
Hébergement	110	38,2	+ 80,3	+ 114,3
Restauration	763	45,3	+ 85,6	+ 44,6
Services en direction des personnes	1 655	80,8	+ 57,8	+ 48,6
Activités de type services	17 307	62,5	+ 14,0	+ 12,5
Immobilier	589	26,5	- 23,7	- 15,1
Transports et entreposage	3 323	80,3	+ 65,1	+ 39,3
Activités scientifiques et techniques	4 808	60,0	- 14,7	- 10,3
Activités de soutien aux entreprises	2 304	73,0	+ 62,7	+ 76,5
Information et communication	2 378	64,2	+ 32,4	+ 39,2
Enseignement	1 075	79,6	+ 5,6	+ 0,0
Arts, spectacles et activités récréatives	819	66,8	+ 25,2	+ 25,9
Santé humaine et action sociale ^b	1 133	38,5	+ 27,0	- 14,9
Activités financières et d'assurance	878	6,8	- 10,5	- 5,0
Activités des sociétés holding	192	0,0	- 42,3	- 33,4
Total Île-de-France	25 200	60,5	+ 17,3	+ 15,7

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en juillet 2024, 643 entreprises ont été créées en Île-de-France dans l'industrie (dont 56,6 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 31 % par rapport à juillet 2022 et un nombre cumulé sur janvier-juillet 2024 en hausse de + 31,4 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2022.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

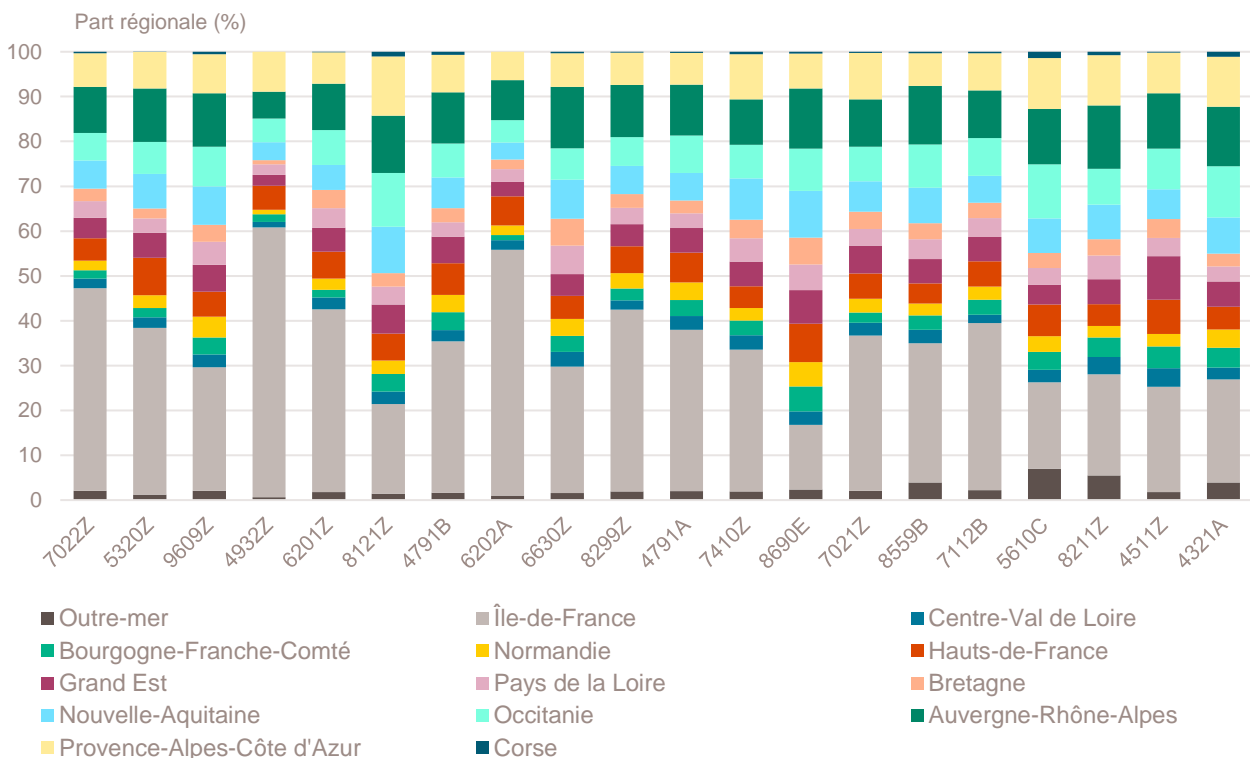
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Île-de-France

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 299	58,0	- 26,0
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	1 848	96,6	+ 64,9
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	1 058	91,3	+ 77,8
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	1 044	55,5	+ 73,1
6201Z-Programmation informatique	805	72,2	+ 62,0
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	766	85,1	+ 133,5
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	720	77,1	+ 52,5
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	671	52,0	+ 11,8
6630Z-Gestion de fonds	506	0,0	+ 35,3
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	464	84,9	+ 176,2
4791A-Vente à distance sur catalogue général	459	75,8	+ 61,1
7410Z-Activités spécialisées de design	432	73,1	- 19,9
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	431	42,2	+ 50,2
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	417	75,3	- 44,1
8559B-Autres enseignements	375	89,3	+ 35,9
7112B-Ingénierie, études techniques	325	62,8	+ 66,7
5610C-Restauration de type rapide	317	31,2	+ 58,5
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	272	59,9	+ 73,2
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	271	47,6	+ 57,6
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	267	55,4	+ 30,9

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juillet 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

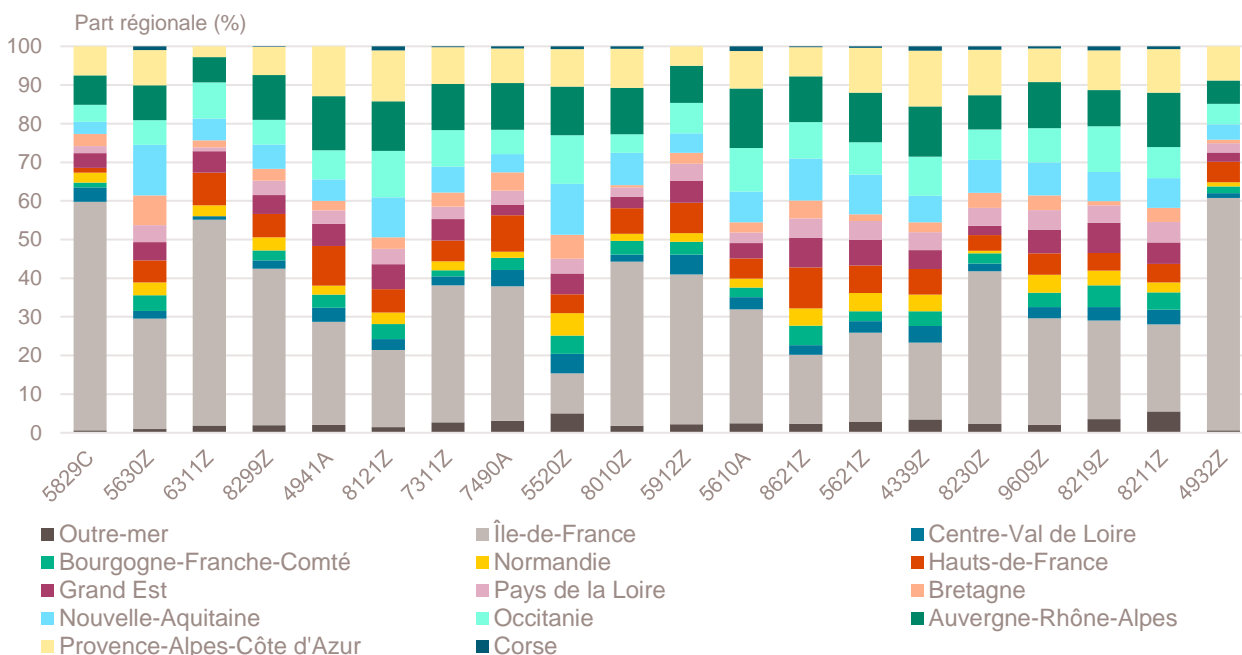
Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %
5829C-Édition de logiciels applicatifs	94	48,9	+ 526,7
5630Z-Débits de boissons	85	40,0	+ 240,0
6311Z-Traitement de données, hébergement et activités connexes	57	73,7	+ 235,3
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	464	84,9	+ 176,2
4941A-Transports routiers de fret interurbains	224	87,1	+ 140,9
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	766	85,1	+ 133,5
7311Z-Activités des agences de publicité	185	63,2	+ 131,3
7490A-Activité des économistes de la construction	66	71,2	+ 127,6
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	70	31,4	+ 118,8
8010Z-Activités de sécurité privée	71	50,7	+ 115,2
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	69	94,2	+ 109,1
5610A-Restauration traditionnelle	248	50,0	+ 100,0
8621Z-Activité des médecins généralistes	92	1,1	+ 95,7
5621Z-Services des traiteurs	108	77,8	+ 83,1
4339Z-Autres travaux de finition	69	81,2	+ 81,6
8230Z-Organisation de foires, salons professionnels et congrès	134	67,2	+ 81,1
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	1 058	91,3	+ 77,8
8219Z-Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	95	89,5	+ 75,9
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	272	59,9	+ 73,2
4932Z-Transports de voyageurs par taxis	1 044	55,5	+ 73,1

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 44 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juillet 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

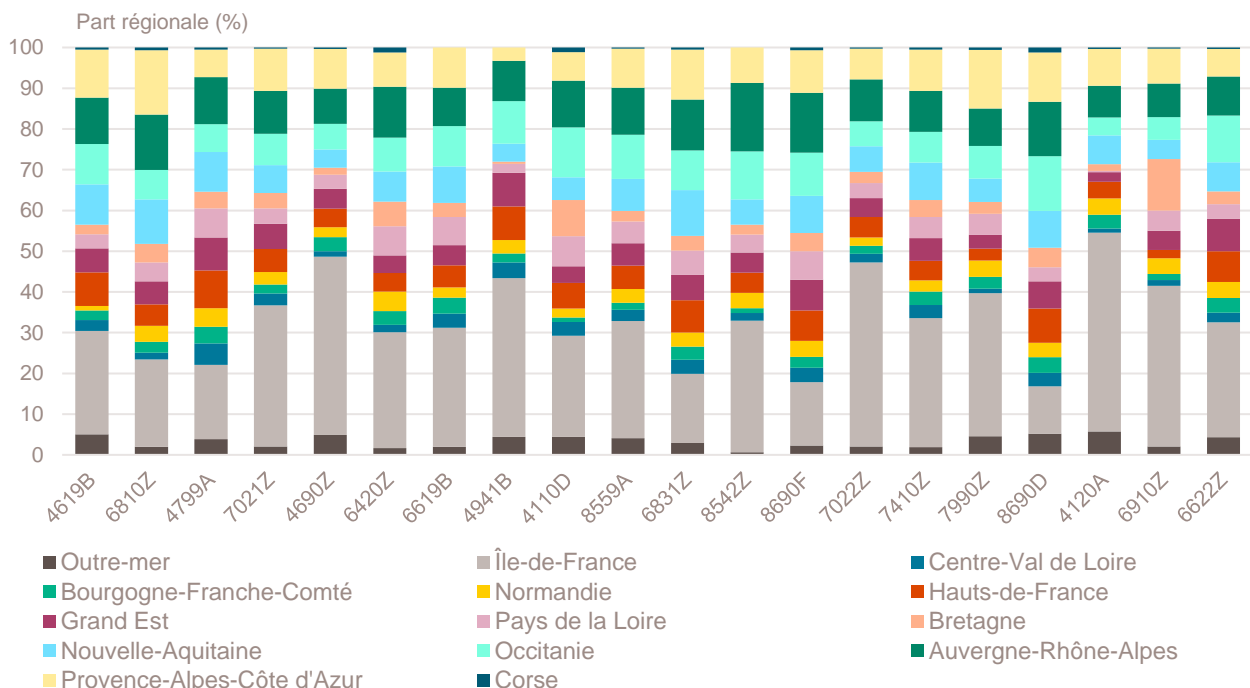
Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	95	71,6	- 60,7
6810Z-Activités des marchands de biens immobiliers	65	1,5	- 56,7
4799A-Vente à domicile	214	18,2	- 46,2
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	417	75,3	- 44,1
4690Z-Commerce de gros non spécialisé	126	20,6	- 42,7
6420Z-Activités des sociétés holding	192	0,0	- 42,3
6619B-Autres auxi. acti. de serv. financ., hors assur. et caisses de retraite n.c.a.	59	47,5	- 30,6
4941B-Transports routiers de fret de proximité	71	21,1	- 29,7
4110D-Supports juridiques de programmes	67	0,0	- 28,7
8559A-Formation continue d'adultes	231	55,4	- 28,0
6831Z-Agences immobilières	222	64,4	- 27,0
8542Z-Enseignement supérieur	52	86,5	- 26,8
8690F-Activités de santé humaine non classées ailleurs	116	87,9	- 26,6
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	2 299	58,0	- 26,0
7410Z-Activités spécialisées de design	432	73,1	- 19,9
7990Z-Autres services de réservation et activités connexes	61	73,8	- 19,7
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	94	14,9	- 16,8
4120A-Construction de maisons individuelles	145	29,0	- 11,0
6910Z-Activités juridiques	134	19,4	- 10,1
6622Z-Activités des agents et courtiers d'assurances	71	40,8	- 7,8

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 44 créations d'entreprises en Île-de-France).

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, juillet 2024



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon la nature juridique

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Entreprises individuelles	17 002	67,5	+ 26,7	+ 21,8
Micro-entrepreneurs	15 247	60,5	+ 31,0	+ 24,6
Entreprises individuelles classiques	1 755	7,0	- 1,2	+ 2,9
Sociétés	8 198	32,5	+ 1,6	+ 4,0
SARL & EURL	1 215	4,8	- 18,9	- 14,2
SAS & SASU	6 589	26,1	+ 12,7	+ 10,6
SCI	38	0,2	+ 1 166,7	+ 438,2
Autres ^a	356	1,4	- 50,6	- 22,1
Total Île-de-France	25 200	100,0	+ 17,3	+ 15,7

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France selon leur implantation rurale ou urbaine

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Rurale éloignée très peu dense	1	0,0	+ 0,0	+ 12,5
Rurale éloignée peu dense	1	0,0	- 75,0	+ 4,5
Rurale périphérique très peu dense	40	0,2	- 11,1	+ 15,5
Rurale périphérique peu dense	472	1,9	+ 7,8	+ 10,1
Bourg	0	0,0	---	+ 33,3
Petite ville	17	0,1	+ 13,3	+ 0,0
Urbaine périphérique peu dense	325	1,3	+ 10,2	+ 10,3
Urbaine dense	2 010	8,0	+ 5,3	+ 7,7
Urbaine très dense	22 334	88,6	+ 18,9	+ 16,7
Total Île-de-France	25 200	100,0	+ 17,3	+ 15,7

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), IGN 2019, MENJ-DEPP, CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Île-de-France dans les territoires aidés

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	13	0,1	- 40,9	+ 6,4
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	2 163	8,6	+ 26,3	+ 16,1
Petites villes de demain (PVD)	366	1,5	+ 15,1	+ 8,7
Actions cœur de ville (ACV)	1 202	4,8	+ 16,6	+ 14,0

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires fragiles n'est donc pas indiquée ici

Champ : Île-de-France, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Auvergne-Rhône-Alpes	11 106	62,4	+ 16,2	+ 7,1
01 - Ain	774	64,0	+ 18,0	+ 10,6
03 - Allier	340	55,0	+ 4,0	+ 12,8
07 - Ardèche	380	62,9	+ 7,0	+ 0,3
15 - Cantal	130	55,4	+ 26,2	+ 15,2
26 - Drôme	663	61,5	+ 26,3	+ 7,2
38 - Isère	1 682	65,2	+ 18,8	+ 8,0
42 - Loire	915	57,8	+ 21,2	+ 6,7
43 - Haute-Loire	241	50,2	- 1,2	+ 7,3
63 - Puy-de-Dôme	761	59,8	+ 5,7	+ 0,5
69 - Rhône	3 363	63,8	+ 15,3	+ 6,0
73 - Savoie	673	64,2	+ 20,2	+ 6,8
74 - Haute-Savoie	1 184	62,9	+ 20,8	+ 11,3
Bourgogne-Franche-Comté	3 328	61,4	+ 33,4	+ 11,6
21 - Côte-d'Or	706	58,4	+ 26,8	+ 8,7
25 - Doubs	709	57,5	+ 44,7	+ 11,8
39 - Jura	282	58,2	+ 13,3	+ 8,8
58 - Nièvre	214	65,9	+ 52,9	+ 16,8
70 - Haute-Saône	213	62,0	+ 12,1	+ 4,9
71 - Saône-et-Loire	643	64,7	+ 47,5	+ 11,1
89 - Yonne	406	63,1	+ 28,1	+ 20,2
90 - Territoire-de-Belfort	155	74,8	+ 33,6	+ 14,3
Bretagne	3 514	55,5	+ 16,2	+ 7,8
22 - Côtes-d'Armor	579	54,9	+ 8,6	+ 12,7
29 - Finistère	858	57,5	+ 17,9	+ 9,2
35 - Ille-et-Vilaine	1 275	55,8	+ 17,5	+ 5,5
56 - Morbihan	802	53,5	+ 18,3	+ 6,7
Centre-Val de Loire	2 672	62,9	+ 18,4	+ 5,8
18 - Cher	229	61,1	+ 1,8	- 2,9
28 - Eure-et-Loir	435	69,4	+ 23,9	+ 10,3
36 - Indre	183	57,9	+ 10,9	+ 12,5
37 - Indre-et-Loire	695	61,4	+ 10,5	+ 0,8
41 - Loir-et-Cher	293	62,1	+ 1,7	+ 4,3
45 - Loiret	837	62,6	+ 39,7	+ 10,3
Corse	532	62,8	+ 9,2	+ 4,0
2A - Corse-du-Sud	286	63,3	+ 14,9	+ 2,2
2B - Haute-corse	246	62,2	+ 3,4	+ 6,2
Grand Est	5 631	65,5	+ 15,0	+ 8,8
08 - Ardennes	230	66,5	+ 30,7	+ 5,1
10 - Aube	249	64,3	- 21,9	+ 1,4
51 - Marne	675	62,1	+ 9,2	+ 7,8
52 - Haute-Marne	138	61,6	+ 31,4	+ 5,7
54 - Meurthe-et-Moselle	726	64,9	+ 20,0	+ 14,8
55 - Meuse	150	69,3	+ 53,1	+ 20,4
57 - Moselle	1 040	69,1	+ 27,0	+ 11,9
67 - Bas-Rhin	1 314	63,1	+ 11,4	+ 4,1
68 - Haut-Rhin	763	68,0	+ 13,7	+ 10,9
88 - Vosges	346	65,9	+ 12,7	+ 10,4

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Hauts-de-France	5 852	64,2	+ 10,7	+ 7,7
02 - Aisne	414	67,4	+ 25,5	+ 19,5
59 - Nord	2 827	63,2	+ 4,7	+ 5,8
60 - Oise	964	68,5	+ 25,2	+ 11,4
62 - Pas-de-Calais	1 132	62,8	+ 9,5	+ 8,7
80 - Somme	515	61,6	+ 13,7	+ 1,3
Île-de-France	25 200	60,5	+ 17,3	+ 15,7
75 - Paris	8 138	50,2	+ 20,8	+ 17,7
77 - Seine-et-Marne	1 989	66,9	+ 8,4	+ 11,4
78 - Yvelines	2 195	66,7	+ 19,7	+ 11,8
91 - Essonne	1 868	67,4	+ 11,1	+ 11,4
92 - Hauts-de-Seine	2 970	61,8	+ 10,5	+ 12,1
93 - Seine-Saint-Denis	3 443	66,1	+ 28,1	+ 23,4
94 - Val-de-Marne	2 543	64,6	+ 20,6	+ 16,0
95 - Val-d'Oise	2 054	66,0	+ 7,0	+ 13,2
Normandie	3 289	61,8	+ 20,8	+ 9,2
14 - Calvados	813	59,8	+ 16,6	+ 8,7
27 - Eure	561	66,3	+ 22,8	+ 5,5
50 - Manche	422	57,1	+ 21,3	+ 18,7
61 - Orne	241	59,8	+ 13,7	+ 14,1
76 - Seine-Maritime	1 252	63,0	+ 24,2	+ 7,5
Nouvelle-Aquitaine	7 532	63,3	+ 12,2	+ 3,5
16 - Charente	341	63,9	+ 15,2	+ 7,8
17 - Charente-Maritime	783	64,4	+ 7,0	+ 1,1
19 - Corrèze	197	52,8	- 11,7	+ 1,4
23 - Creuse	99	60,6	+ 22,2	+ 15,3
24 - Dordogne	491	64,8	+ 23,7	+ 1,8
33 - Gironde	2 893	65,7	+ 23,8	+ 5,4
40 - Landes	517	63,4	+ 10,0	+ 8,7
47 - Lot-et-Garonne	306	64,1	+ 3,7	+ 2,5
64 - Pyrénées-Atlantiques	881	63,8	+ 3,6	- 3,6
79 - Deux-Sèvres	316	51,9	+ 8,2	+ 4,6
86 - Vienne	402	58,5	- 1,0	- 3,3
87 - Haute-Vienne	306	56,5	- 8,9	+ 8,9
Occitanie	8 505	63,9	+ 16,8	+ 7,3
09 - Ariège	196	73,0	+ 24,8	+ 2,9
11 - Aude	512	71,5	+ 14,8	+ 7,1
12 - Aveyron	267	52,8	+ 3,1	+ 6,2
30 - Gard	942	65,4	+ 9,3	+ 6,9
31 - Haute-Garonne	2 277	64,4	+ 17,8	+ 11,2
32 - Gers	202	63,9	+ 14,1	+ 0,3
34 - Hérault	2 186	61,6	+ 24,4	+ 6,6
46 - Lot	196	66,3	+ 18,1	+ 6,4
48 - Lozère	76	53,9	+ 33,3	+ 12,0
65 - Hautes-Pyrénées	266	63,2	+ 32,3	+ 2,6
66 - Pyrénées-Orientales	665	63,9	+ 15,1	+ 7,5
81 - Tarn	442	66,3	+ 9,7	+ 5,0
82 - Tarn-et-Garonne	278	61,9	- 3,1	+ 0,8

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Juillet 2024	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution juillet 2022-2024 %	Évolution janvier à juillet 2022-2024 %
Pays de la Loire	4 171	60,0	+ 8,8	+ 6,1
44 - Loire-Atlantique	1 825	59,7	+ 9,9	+ 1,9
49 - Maine-et-Loire	868	58,9	+ 7,3	+ 8,5
53 - Mayenne	241	59,8	- 2,0	+ 10,1
72 - Sarthe	533	64,7	+ 18,7	+ 17,8
85 - Vendée	704	58,5	+ 5,1	+ 4,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 720	64,1	+ 1,0	- 1,8
04 - Alpes-de-Haute-Provence	198	62,6	+ 1,5	- 6,5
05 - Hautes-Alpes	169	72,2	- 26,2	- 9,2
06 - Alpes-Maritimes	2 376	63,3	+ 11,9	- 1,1
13 - Bouches-du-Rhône	3 421	61,7	- 5,1	- 5,4
83 - Var	1 747	67,3	+ 3,2	+ 0,6
84 - Vaucluse	809	68,0	+ 2,4	+ 10,0
France métrop. hors Île-de-France	64 852	62,8	+ 13,4	+ 5,7
France métropolitaine	90 052	62,1	+ 14,4	+ 8,4
France d'outre-mer	2 877	50,4	- 0,5	- 1,5
971 - Guadeloupe	699	54,4	+ 16,3	+ 3,3
972 - Martinique	725	36,0	- 15,0	- 10,7
973 - Guyane	244	55,3	- 14,4	+ 8,0
974 - La Réunion	1 064	58,0	+ 5,2	+ 1,7
976 - Mayotte	145	39,3	+ 2,8	- 15,5
France entière	92 929	61,8	+ 13,9	+ 8,1

Lecture : en juillet 2024, 4 171 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 60 % de micro-entrepreneurs), un nombre en hausse de + 8,8 % par rapport à juillet 2023. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-juillet 2024 a augmenté de + 6,1 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2023.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), CGET. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base du CGET pour les communes en ZRR et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la région Île-de-France.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Par ailleurs, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. Le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 10/09/2024.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Île-de-France, chiffres de juillet 2024. Bpifrance Création, septembre 2024 ».

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.